



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Réseau des Ecoles de la 2e chance en France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Réseau des Ecoles de la 2e chance en France
32 rue Benjamin Franklin - 51000 Châlons-en-Champagne

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre, Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Réseau des Ecoles de la 2e chance en France

32 rue Benjamin Franklin - 51000 Châlons-en-Champagne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Réseau des Ecoles de la 2e chance en France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Réseau des Ecoles de la 2e chance en France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne la traduction comptable des financements publics et privés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel d'activité et de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 26 mai 2025

KPMG S.A.



Bilan - Actif			31/12/2024		31/12/2023
en €		Brut	Amortissements et Dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit		27 338	27 338		
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériels et outillages industriels					
Autres immobilisations corporelles		69 920	57 019	12 900	14 908
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et Créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)		97 258	84 358	12 900	14 908
Stocks et en cours					
Avances et acomptes versés sur commandes		300 000		300 000	463 992
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés		134 379	48 412	85 967	30 019
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		695 663		695 663	1 090 821
Valeurs mobilières de placement		154 505		154 505	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		1 258 241		1 258 241	1 354 292
Charges constatées d'avance		28 525		28 525	24 966
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)		2 571 314	48 412	2 522 901	2 964 090
Frais d'émission d'emprunt (III)				0	
Primes de remboursement des emprunts (IV)				0	
Ecart de conversion - Actif (V)				0	
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V)		2 668 572	132 770	2 535 802	2 978 998



Bilan - Passif

31/12/2024

31/12/2023

en €

Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds statutaires			
Legs et donations			
Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles		660 000	180 000
Réserves pour projet de l'entité			
Autres		1 052 302	986 135
Report à nouveau		-654 199	546 167
Excédent ou déficit de l'exercice		1 058 102	1 712 302
Situation nette			
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		1 058 102	1 712 302
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL FONDS REPORTES ET DEBIES (II)		0	0
Provisions pour risques		4 023	4 023
Provisions pour charges			
TOTAL PROVISIONS (III)		4 023	4 023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		807 205	838 158
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales		509 326	299 515
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		157 145	50 000
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			75 000
TOTAL DETTES (IV)		1 473 676	1 262 672
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V)		2 535 802	2 978 998



Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
en €		
Cotisations	529 402	509 452
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations	236 046	104 584
<i>dont parrainages</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 793 232	1 781 166
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	971 916	977 153
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	5	11
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 530 600	3 372 366
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	2 502 352	2 063 796
Aides financières	746 250	25 000
Impôts, taxes et versements assimilés	46 586	37 008
Salaires et traitements	617 351	486 186
Charges sociales	256 248	195 668
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 244	34 044
Dotations aux provisions	27 412	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	9	7
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	4 205 453	2 841 708
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-674 852	530 658
Produits financiers de participation		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	28 404	9 472
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	28 404	9 472
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	-	64
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (IV)	-2	64
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	28 405	9 408
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-646 447	540 066
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		7 780
Produits exceptionnels sur opération en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	0	7 780
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	962	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	962	0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-962	7 780
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6791	1 679
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (IX)		
Engagements à réaliser sur ressources affectées (X)		
Total des produits (I + III + V + IX)	3 559 004	3 389 618
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII + X)	4 213 204	2 843 451
EXCEDENT OU DEFICIT	-654 199	546 167
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	74 791	14 000
Bénévolat	5 033	4 977
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	79 824	18 977
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	74 791	14 000
Personnel bénévole	5 033	4 977
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	79 824	18 977

ANNEXE COMPTABLE

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

I. Objet Social

L'École de la 2^e Chance (E2C) est l'une des initiatives européennes issue du Livre Blanc "Enseigner et apprendre : vers une société cognitive" de Madame Édith CRESSON. L'E2C forme les publics les plus éloignés de l'emploi et les accompagne vers une insertion sociale, citoyenne et professionnelle durable, en répondant aux enjeux des territoires et des entreprises.

Autonome, érigée sur un fort ancrage local, l'E2C construit des partenariats forts avec les entreprises de son territoire et propose un accompagnement à minima jusqu'à un an après la sortie du dispositif. En lien constant avec les acteurs de l'orientation, dont les Missions Locales et France Travail, elle dispense une formation en alternance basée sur l'individualisation des parcours et l'apprentissage de l'autonomie. S'appuyant sur les compétences et qualités propres à chaque stagiaire, l'E2C développe ainsi son potentiel (*compétences comportementales et professionnelles*) afin de dégager des pistes de réussite personnelle et professionnelle.

Pour les jeunes ayant "décroché" du système scolaire, l'E2C est une réponse intensive et structurante, qui combine formation, accompagnement et resocialisation des jeunes. Référente en termes d'innovation pédagogique, elle propose un parcours qui repose sur trois piliers :

- ⇒ Une formation entièrement adaptée aux besoins du stagiaire et basée sur une approche pédagogique par compétences ;
- ⇒ Un accompagnement intensif, présent à toutes les étapes du parcours du stagiaire, destiné à lever toute problématique périphérique et à instaurer un lien de confiance ;
- ⇒ Une solide expérience de l'entreprise, en alternance, construite avec le stagiaire, pour lui permettre d'imaginer, d'expérimenter et de confirmer son projet professionnel (*mobilisation forte des entreprises pour des mises en situations professionnelles répétées et pour le développement des compétences en situation de travail*).

Le Réseau E2C France est, d'une part un organisme qui a pour objet d'élaborer la stratégie, de promouvoir l'identité et l'image des Écoles de la 2^e Chance en France, de mettre en œuvre la pérennité de leurs financements, d'établir tout contact utile avec les institutions nationales ; et d'autre part, le Réseau E2C France a également pour missions d'encourager le développement qualitatif et quantitatif des Écoles de la 2^e Chance, de favoriser la mutualisation des pratiques et des connaissances entre les Écoles, d'évaluer et de valider le parcours des jeunes et de gérer le processus de labellisation (*dont la gestion est conférée par la loi*). En effet, pour bénéficier de l'appellation « École de la 2^e Chance », chaque membre doit se soumettre à un processus de labellisation rigoureux (*audits tous les dix-huit mois*).



II. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités peut être résumée ainsi :

- ⇒ **Labellisation** : évolution de la Charte des principes, gestion de la marque, du processus de labellisation et des données d'activité ;
- ⇒ **Compétences** : évaluation et validation du parcours des jeunes sur la base de l'attestation de compétences acquises, organisation de rencontres pédagogiques ;
- ⇒ **Mutualisation** : rencontres et échanges annuels de jeunes et de professionnels, animation du partage de pratiques ;
- ⇒ **Partenariats** : développement et structuration de partenariats nationaux destinés à l'insertion professionnelle des stagiaires, au financement du dispositif ou à l'appui pédagogique des E2C ;
- ⇒ **Développement** : études de faisabilité pour la création d'Écoles, accompagnement des projets d'extension des membres et réalisation d'études prospectives ;
- ⇒ **Communication** : conception et déploiement de campagnes de communication nationales et renforcement de la communication interne, relations publiques et relations presse.

III. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par le Réseau E2C France afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Ressources humaines : l'effectif moyen est de 12,88 pour l'année 2024 et un effectif de 14 salariés au 31 Décembre 2024.

Autres moyens : l'association dispose de locaux mis à disposition par ALMEA FORMATIONS INTERPRO dans le cadre d'un contrat de prestation.

IV. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- ⇒ Le développement et le lancement d'Up'2C, tiers-lieu digital centralisant les outils numériques des E2C.
- ⇒ Le renforcement des campagnes de communication pour développer la notoriété du dispositif et pour accompagner les E2C dans le repérage et l'intégration de stagiaires.
- ⇒ La création du Fonds de dotation Edith Cresson pour les Écoles de la 2^e Chance en novembre 2024, dont le Réseau est l'un des 2 fondateurs ; et l'abondement de la dotation par le Réseau à hauteur de 150 K€ au titre de la dotation initiale et de 450 K€ au titre de dotations complémentaires
- ⇒ Renouvellement de l'enveloppe d'un million d'euros du Ministère du travail pour financer la dynamique de professionnalisation du Réseau E2C France
- ⇒ Le renforcement de l'équipe de permanents, conformément aux prévisions, pour accompagner la montée en charge du Réseau E2C France.
- ⇒ La stabilisation des partenariats, tant publics que privés, pour accompagner les actions du Réseau.

Par ailleurs, sur le plan financier, le budget 2024 avait prévu de consommer les réserves pour projets associatifs dont le montant s'élève à 660 K€.

En toute logique, l'exercice comptable se solde par un déficit de 654 K€ qui sera, sous réserve d'adoption, compensé par la réserve pour projets associatifs lors de l'affectation du résultat 2024 par l'assemblée générale d'approbation des comptes. L'exercice comptable se solde donc, après prise en compte du financement constitué par la réserve pour projets associatifs, par un résultat économique de + 6 K€.

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

V. Principes et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et le 2022-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

VI. PRINCIPE D'AFFECTATION ANALYTIQUE DES CHARGES ET PRODUITS

Afin de réaliser une analyse des charges et produits par nature d'activité, le Réseau E2C France dispose d'une gestion analytique lui permettant d'effectuer ce suivi. La structure de la gestion analytique s'adapte lorsqu'il y a lieu de tenir compte de l'attribution de nouvelles natures de subventions.

VII. INFORMATIONS COMPTABLES

A. BILAN ACTIF

1. Tableau des immobilisations

	Début d'exercice	Acquisitions	Sorties de l'actif	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles (1)	27 338	0	0	27 338
Immobilisations corporelles (2)	65 176	7 236	2 493	69 920
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0
Total général	92 514	7 236	2 493	97 258

- (1) Immobilisations incorporelles au 31/12/2024 : 27 338€, elles concernent pour l'essentiel l'acquisition en 2015 de licences d'utilisation du logiciel QLIKVIEW.
- (2) Immobilisations corporelles au 31/12/2024 : 69 920€, dont 7 236,52 € ont été acquis et 2 493,26€ sont sorties en 2024, et concernent principalement du matériel informatique et du mobilier.

2. Tableau des amortissements

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	27 338			27 338
Immobilisations corporelles	50 268	9 244	2 493	57 019
Immobilisations en cours				0
Immobilisations financières				0
Total général	77 607	9 244	2 493	84 358

3. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (*prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations*) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Tableau de synthèse des principales durées et modes d'amortissements :

N° compte	Libellé	Durée d'amortissement	Mode
205000	Concessions & droits similaires	1 an	Linéaire
218300	Mat bureau & informatique	3 ans	Linéaire
218400	Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

4. Etat des échéances des créances

Créances	Montant brut	Échéances	
		- 1 an	+ 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant :			
Avances et acomptes	300 000	300 000	
Créances clients	134 379	134 379	
Autres créances	695 663	695 663	
Total créances	1 130 042	1 130 042	0

Les « Autres créances » représentent principalement les subventions et mécénat à recevoir (653 000€), dont le versement correspondant au Ministère du travail pour 500 000 €, 150 000€ du Crédit Mutuel et 3 000€ de Partouche.

5. Charges constatées d'avance

Elles s'élèvent à 28 525€ et affectent uniquement le résultat d'exploitation.

B. BILAN PASSIF

1. Variation des fonds propres

	Solde au 01/01/2024	Affectation du résultat 2023	Résultat 2024	Solde au 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise				
Report à nouveau	986 135	66 167		1 052 302
Réserve pour projet associatif	180 000	480 000		660 000
Résultat de l'exercice	546 167	-546 167	-654 199	-654 199
FONDS ASSOCIATIFS	1 712 302	0	-654 199	1 058 102

Le résultat comptable de l'exercice 2023 a été affecté, conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 20 Juin 2024, au compte de report à nouveau pour un montant de 66 167€ et 480 000€ en réserve pour projets associatifs, soit respectivement 150 000€ pour la création du fonds Edith Cresson, 175 000€ pour le développement de la plateforme UP'2C et 155 000€ pour des campagnes de communication et de taxe d'apprentissage.

2. Provision pour risques et charges

	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour risques - charges	2 682		0	2 682
Charges	1 341		0	1 341
TOTAL	4 023	0	0	4 023

Une provision de 4 023€, charges sociales comprises, avait été constituée suite à l'évolution du Code du Travail. En effet, celui-ci a acté en avril 2024, le principe selon lequel un salarié absent pour maladie ou accident de travail obtenait des congés payés. Le calcul a été réalisé en prenant en considération un effet rétroactif sur 3 ans.

3. Suivi des fonds dédiés

	Fonds à engager au début de cet exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés correspondants à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
FONDS DEDIES	NEANT			NEANT	NEANT

4. Etat des échéances des dettes

Dettes	Montant brut	Échéances	
		- 1 an	+ 1 an
Dettes financières			
Découvert bancaire			
Intérêts courus non échus			
Total dettes financières	0	0	0
Autres dettes			
Avances et acomptes reçus			
Dettes fournisseurs	807 205	807 205	
Dettes fiscales et sociales	509 326	509 326	
Dettes sur immobilisations			
Autres dettes	157 145	157 145	
Total autres dettes	1 473 676	1 473 676	0
Produits constatés d'avance			
Total des dettes	1 473 676	1 473 676	0

L'ensemble des dettes du Réseau E2C France sont à échéance à moins d'un an.

Les dettes fiscales et sociales au 31/12/2024 concernent principalement les charges sociales et fiscales assises sur les salaires, la provision pour congés payés et primes ainsi que l'impôt sur les sociétés (*fiscalité attachée à la rémunération des comptes sur livret*) et une avance sur la subvention publique DEFFINUM pour 326 274€.

Les « autres dettes » correspondent principalement à la participation financière de la part du Crédit Mutuel pour 80 000€ et KFC pour 75 000€.



C. COMPTE DE RESULTAT

1. Détail des subventions d'exploitation, cotisations et dons

Les subventions d'exploitation apparaissant au compte de résultat correspondent principalement aux financements 2024 suivants :

- ANCT pour 140 000 € pour accompagner la pérennisation et le développement du Réseau,
- DGEFP pour 1 000 000 € portant sur le renforcement du dispositif, notamment en développant les services rendus aux E2C,
- DGESCO pour 25 000 € portant sur le renforcement de l'identité du dispositif, la cohérence et les actions du Réseau,
- DEFFINUM pour un montant de 628 232€ dans le cadre de la création d'Up'2C.

Les cotisations reçues des E2C membres s'élèvent à 529 402 € au titre de 2024.

Les autres produits se rattachent principalement :

- ⇒ Au don de la fondation Crédit Mutuel pour 230 000€
- ⇒ Au don de Leroy Merlin pour 119 727,15 €
- ⇒ Au don de KFC pour 100 000€
- ⇒ Au don de la SNCF pour 90 000 €,
- ⇒ Au don de la Fondation Carrefour pour 60 000 €
- ⇒ Au don de Funecap pour 50 000€
- ⇒ Au don de la fondation Valrhona pour 15 000,00€
- ⇒ Au don de Rent a Car pour 12 000€
- ⇒ Au don de la Poste pour 20 000€ (dont 10 000€ correspondent à l'année 2023)
- ⇒ Au don de FASE pour 10 000€
- ⇒ Au don de PROMOTELEC pour 10 000€
- ⇒ Au don de la fondation Truffaut pour 10 000€
- ⇒ Au don de Partouche pour 3 000€
- ⇒ Aux produits de mécénat pour 242 188,71€

2. Résultat exceptionnel

Non significatif.

VIII. AUTRES INFORMATIONS

1. Engagements hors bilan donnés et reçus

Néant.

2. Rémunération et avantages en nature versés aux cadres dirigeants

Conformément à l'article 20 de la Loi N° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

Les plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles et à ce titre ne perçoivent aucune rémunération.



3. Contributions volontaires en nature

- ⇒ Pour les administrateurs du Réseau, l'investissement en dehors des instances n'est pas suffisant pour être valorisé dans les comptes (*inférieure à 10h par an*). L'investissement du Président du Réseau va bien au-delà de l'organisation des Conseils d'administration et Assemblées générales. La base de valorisation retenue est celle du SMIC horaire (11,65 €), avec un investissement de 2h par jour sur les 216 jours travaillés en 2024, soit une valorisation de la contribution du Président à hauteur de 5 033 €.
- ⇒ Des diffusions supplémentaires du spot TV ont été réalisées par :
- NBC Universal sur ses chaînes « 13^e rue, Syfy et E ! », sous forme de mécénat de compétences, et valorisés à 14 001 € par NBC Universal ;
 - France TV sur ses chaînes « France 2, France 3 et France 5 », valorisés à 60 790 € par France TV.

4. Etat des Avantages et des Ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Date de l'avantage	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage	Caractère direct ou indirect de l'avantage	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage
Etats-Unis	07/06/2024	Fondation	Numéraire	Direct	Virement	200 000,00 €
Etats-Unis	23/12/2024	Société	Numéraire	Indirect	Virement	100 000,00 €
Etats-Unis	05/07/2024	Fondation	Numéraire	Indirect	Virement	12 000,00 €